

INTRODUCTION

Pris au plus court, le problème qui sous-tend cet ouvrage tiendrait en une curiosité : ce que la politique fait à l'histoire. C'est dire qu'il approche délibérément «cet aspect, un peu inquiétant peut-être, des activités historiennes» qui leur vient d'avoir à «organiser le passé en fonction du présent»¹. Aspect inquiétant par ce qu'il insinue quant à la fiabilité des activités en question, notamment lorsqu'elles touchent à un passé qui n'est ni éteint ni muséifié mais qui nourrit encore les mémoires.

L'histoire intéresse la politique, nul ne l'ignore, dans la mesure où elle engage l'avenir en donnant au temps une direction, et ainsi le plus souvent une signification implicite à son écoulement. Ce qui en fait une cible des périodes de réaction (ainsi, entre mille exemples, dans la Russie d'après 1815²), ce qui l'expose en permanence aux scénographies plus ou moins sincères (nos commémorations, qui prétendent obstinément à la communion des mémoires), et à des manipulations plus ou moins méditées³. Mais il existe un autre versant de ces relations difficiles, en apparence plus lumineux et non moins dangereux. L'historicisme qu'ont tant prisé les Italiens y a insisté : de la politique, de la «vie» aurait écrit Lucien Febvre, naissent des incitations à comprendre, des axes de description, parfois l'heureuse sensation que le présent nous place en surplomb, en accusant les lignes d'une dynamique jusque-là mal perçue⁴. Entrave, obstacle à l'intention scientifique de description réglée, mais aussi stimulant, la politique – outre qu'elle s'offre comme matériau – est l'un et l'autre pour l'historien du contemporain. Mariage de déraison par

¹ Lucien Febvre, *Vers une autre histoire*, dans *Combats pour l'Histoire*, Paris, 1992, p. 438.

² Cf. Alexandre Koyré, *La philosophie et le problème national en Russie au début du XIX^e siècle*, Paris, 1976.

³ Pour un large tour d'horizon, voir Marc Ferro, *Comment on raconte l'Histoire aux enfants*, Paris, 1981. Le même auteur a précisé sa réflexion dans *L'Histoire sous surveillance*, Paris, 1985.

⁴ Renvoyons arbitrairement, sans évoquer déjà Croce, et parmi bien d'autres analyses, à la discussion de Sartre par Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, 1983 (1^{re} édition, 1962), p. 338 s. : «L'histoire n'est donc jamais l'histoire, mais l'histoire-pour», p. 341.

conséquent, pour un secteur disciplinaire mal défendu par des frontières perméables que passent sans plus de tracasseries le journaliste, l'avocat, ou l'homme politique lui-même, au moins par signature⁵.

L'examen d'une tradition historiographique aussi peu pacifiée que celle de la péninsule italienne nous a semblé un bon moyen de reconsidérer, sur pièces, les difficultés qu'éprouve en permanence l'histoire contemporaine à dégager son terrain propre contre les demandes politiques, qu'elles soient plus ou moins immédiates ou héritées et en voie de fossilisation. D'autant que les querelles qui se sont nouées en Italie, au cours des années soixante-dix, autour de l'histoire du fascisme telle que l'écrivait alors Renzo De Felice sont restées en France sans grand écho, malgré leur intensité et leur qualité, alors que l'*Historikerstreit* – dispute allemande plus récente, née des critiques d'un philosophe, Jürgen Habermas, envers un philosophe passé à l'histoire, Ernst Nolte – y a pris rang de référence⁶.

L'intention de comprendre un peu le cas italien nous a conduit à approcher des conjonctures emboîtées, idéologiques et politiques, culturelles et disciplinaires, dans une démarche régressive qu'on pourra juger abusive mais qui nous semble légitime dans la mesure où, dans la recherche des « causes », elle pousse à ne pas confondre « le récent et l'efficace »⁷. Car il nous est vite apparu que ce que l'on tient pour une chaîne insécable de spécificités françaises : la puissance du littéraire⁸, l'intensité d'un rapport à l'histoire hautement civique et national⁹, la mission même dévolue à l'« intellectuel »¹⁰, se retrouve amplement dans la péninsule, et y a conditionné en profondeur l'exercice de l'histoire autant que la simple réception de ses produits. D'où le déplacement de notre réflexion vers des tours d'esprit, des schèmes mentaux, repérables aussi bien dans des textes savants que dans des produits militants, et vers les moments de leur définition. Du coup, la période initialement choisie pour cerner

⁵ Cf. l'entretien accordé par Alain Corbin à *L'Histoire*, n° 211, juin 1997, p. 25, ainsi que l'opinion de Jacques Le Goff, *Une vie pour l'histoire*, Paris, 1996, p. 244.

⁶ Cf. *Devant l'Histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, préface de Luc Ferry, introduction de Joseph Rovani, Paris, 1988.

⁷ Marc Bloch, *Mélanges historiques*, I, Paris, 1983, p. 12.

⁸ Cf. Alexis de Tocqueville, qui rejoint Marx dans ses *Souvenirs* de 1848, Paris, 1986, p. 756.

⁹ Cf. Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, 1996, p. 14 et 17.

¹⁰ Cf. les quelques pages que Christophe Charle accorde aux « Ambiguïtés italiennes » dans son « Essai d'histoire comparée », *Les intellectuels en Europe*, Paris, 1996, p. 293-298 ; il y réclame, pour une juste interprétation « des rapports des intellectuels italiens à la politique », l'établissement de « biographies collectives », p. 298.

comme un syndrome du fascisme¹¹, actif de 1943 à nos jours, s'est dilatée pour faire place à l'un des prérequis d'une conscience historique en Italie, c'est-à-dire l'œuvre de Benedetto Croce, qui reconduit, en ses choix fondamentaux, à l'orée du siècle et a formé le pivot de nombreux choix intellectuels, à commencer par ceux de Gramsci puis du Parti communiste de Togliatti, dès qu'il s'engagea sur une « voie nationale », promesse d'avènement d'un socialisme enraciné.

La première partie de cet ouvrage vise par conséquent à définir les conditions générales d'une écriture de l'histoire du contemporain, telles qu'elles se présentaient outre-monts à partir de 1943, quand s'ouvrit le temps des comptes avec le fascisme. Elle réunit, en partant des interrogations alors identifiables, les mises au point qui nous ont paru indispensables à l'approche du cas italien¹². Y prennent place des aperçus sur le magistère crocien, sur les grandes lignes de la politique culturelle du Parti communiste italien, sans omettre une intelligentsia libérale-démocrate plus ou moins radicalisante, assez spécifique à l'Italie. Au total, l'espace de contraintes de toute vie intellectuelle italienne ainsi que les schèmes mentaux que nous évoquions tout à l'heure. Une suite de prolégomènes, en somme, qui conduit jusqu'aux années du terrorisme.

La seconde partie est, quant à elle, centrée sur l'histoire contemporaine. De grandes figures d'historiens, Federico Chabod, Delio Cantimori, Rosario Romeo, Renzo De Felice ou Alberto Aquarone y paraissent. Lorsque ce fut possible sous un double éclairage : en tant qu'artisans, maîtres en leur métier, et en tant qu'intellectuels. À ce titre, ils croisent de purs politiques, comme Palmiro Togliatti ou Giorgio Amendola, des philosophes, comme Norberto Bobbio ou Augusto Del Noce, aussi bien que des écrivains. On s'est évidemment attardé aux quelques affrontements notoires qui, en engageant le couple fascisme/antifascisme et, à peine en arrière-plan, la question communiste, ont fini par atteindre dans les années quatre-vingt-dix l'idée de nation elle-même. Ces disputes ont ainsi engagé la décomposition d'une configuration idéologique qui, en se dessinant

¹¹ Cf. Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, 2^e éd. revue et mise à jour, Paris, 1990.

¹² Cf. Fabio Luca Cavazza, Stephen R. Graubard (dir.), *Il caso italiano. Italia anni '70*, Milan, 1974. Jacques Le Goff y remarquait : « Il me semble que l'exceptionnelle importance du poids de l'histoire dans la conscience collective italienne provient de l'explosive combinaison de trois éléments : la conscience d'être un peuple antique, le sentiment d'une décadence entre la gloire des origines et la situation actuelle, l'inquiétude de n'exister véritablement que depuis peu de temps. Le fascisme, en distillant ses poisons dans ce composé instable, a provoqué une crise névrotique qui rend plus pénible ce fardeau particulier », p. 536.

dès l'immédiat après-guerre, avait donné son socle à la République transalpine. Socle aujourd'hui vacillant...

Finalement, ces approches successives ont trouvé une trame unitaire, sans doute trop lâche, en se fixant plus ou moins autour de trois grands axes. Soit : les historiens en tant qu'intellectuels; l'histoire du fascisme aux prises avec les luttes symboliques que nourrit continûment le combat politique; un problème identitaire, enfin, qui tient aux déboires d'un être national à vocation missionnaire.

À bien des titres, l'Italie mérite d'être tenue pour la terre classique des intellectuels. Par l'ancienneté du substrat tout d'abord. L'émiettement médiéval de la péninsule, avec la multiplication des prétendants à la légitimité, entre communes, entre pouvoirs laïc et ecclésiastique, a tôt multiplié les recours à la fonction critique qui est du ressort de l'intellect. Même si ce fut d'abord dans la complicité d'un pouvoir, les «hommes de critique et de pensée», comme disait Croce qui aimait leur prêter une part d'indocilité, y ont connu une promotion certaine.

Gramsci, à son tour, a éprouvé fortement cette longue filiation. Le marxiste, tout autant que l'idéaliste, a reconnu l'efficacité sociale de cette strate des spécialistes du discours, capables, comme disait Norbert Elias, de modifier «l'économie affective» de leurs semblables. Le sociologue retenait *Le courtisan* de Castiglione et le *Galateo* de l'archevêque de Bénévent parmi les premiers ouvrages capables de cet exploit¹³. À sa manière, on n'éprouve aujourd'hui, en Italie, guère de réticences à chercher loin vers le passé les racines d'un type social. Ainsi insiste-t-on sur l'importance du legs latino-chrétien, avec l'étroite intégration du pouvoir et de la culture autour du *ceto dei colti*, la strate des gens instruits. Dans cette vision de longue durée, le Dante aurait fixé le type de l'intellectuel «libre», moraliste et emprisonné dans l'héroïsme de l'exil intérieur. Giuseppe Galasso a accepté, quant à lui, la suggestion de Schumpeter qui vit en l'Arétin une première incarnation de l'intellectuel *free lance*, «impresario de lui-même»¹⁴. En son temps, Rosario Romeo avait endossé pareil constat¹⁵. Au vu des quartiers de noblesse d'une nation littéraire, une convergence s'est naturellement établie.

«Les écrivains – notait déjà Cattaneo, en 1839 – n'ont pu se satisfaire de rivaliser d'esprit dans un cercle d'initiés; ils se sont donnés pour maîtres aux multitudes, et pour messagers de l'utile et du vrai»¹⁶. Si l'on trouve ailleurs que dans la péninsule ce tour d'esprit, force est de constater qu'il a atteint là, au début du XX^e siècle, une

¹³ Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, Paris, 1969.

¹⁴ Giuseppe Galasso, *Nient'altro che storia*, Bologne, 2000, p. 282.

¹⁵ Rosario Romeo, *Scritti storici, 1951-1987*, Milan, 1990, p. 359, p. 416.

¹⁶ Cité par Giulio Bollati, *L'italiano*, Turin, 1996, p. 60.

intensité toute particulière. Emilio Gentile nous a montré le groupe de *La Voce* occupé par le thème du «parti des intellectuels», puis la prégnance du «mythe de l'État nouveau» au long de plusieurs générations. On a vu un Bottai habiller, en 1924, le fascisme en «révolution d'intellectuels¹⁷»... D'ailleurs, en l'absence de pareille propension, si généreusement partagée, le Parti communiste aurait-il compté dans ses rangs autant de chefs transfuges de la bourgeoisie, autant d'«intellectuels»?

À l'instar de la France, et en dépit de l'absence d'une affaire Dreyfus, l'Italie a décliné les variantes d'un type. Et sa singularité fut de les porter souvent à la limite.

L'intellectuel prophétique, que qualifie sa puissance créatrice ou une acuité de vue appuyée sur une quasi-révélation, a été ainsi spontanément requis par les besoins de l'affirmation nationale. En terre italienne, il s'est pratiquement mué en démiurge *créateur* de la nation. Créateur et pas seulement rassembleur. Giaime Pintor écrivait bel et bien, dans sa lettre-testament : «L'Italie est née de la pensée de quelques intellectuels», à la manière de D'Annunzio proclamant dans *Les vierges au rocher* – on était alors en 1896 – : «Le monde tel qu'il apparaît aujourd'hui, est un cadeau magnifique du petit nombre à la multitude, [...] des libres aux esclaves, de ceux qui pensent et sentent à ceux qui doivent travailler».

Des revues du début du XX^e à Croce et Gentile, ou à Carlo Levi, bon représentant de la tournure d'esprit que l'on dit «actionniste», l'apparition spontanée des «deux Italies» (l'active et la passive, celle qui dispense et se dépense, et celle qui monnaie) est trop fréquente pour qu'on la rapporte à un secteur unique de l'éventail intellectuel et politique. En fait, un élitisme généralisé – dont a témoigné la sociologie de Pareto et de Mosca – a répondu, dans la péninsule, à un isolement très prononcé des hommes de pensée. Cela, avec le double accompagnement de moralisme et de volontarisme que suppose semblable disposition mentale. En l'absence de «société», disait Leopardi après Madame de Staël, l'écrivain, le poète, l'artiste ou le philosophe y ont, par compensation, passablement outré leurs attitudes.

Cependant, c'est pour une bonne part en réaction à ces outrances, comme aux égarements de l'intellectuel engagé, que s'est défini ce que le cas italien présente de plus spécifique, c'est-à-dire la conscience qu'il existe une «politique des non politiques», une action politique «au sens large» des intellectuels, en dehors des grandes mobilisations qu'on leur réclame ou qu'ils s'imposent; la

¹⁷ Cf. Emilio Gentile, *Le origini dell' ideologia fascista*, Rome-Bari, 1975, p. 310.

conscience que leur incombe, selon une autre formulation, une « politique de la culture », opposable aux politiques culturelles d'État et d'appareils. Toutes choses que Norberto Bobbio a systématisées au début des années cinquante en avançant un bilan de l'expérience crocienne et en tentant de rompre avec l'idée de l'intellectuel « mentor et pédagogue » qu'il voyait courir de Gioberti à Gentile.

Après le manifeste antifasciste de 1925, dès que la posture dreyfusienne n'a plus été tenable, on a vu Croce trouver une seconde jeunesse dans l'action politique indirecte. Au vrai, il avait choisi cette voie dès l'orée du siècle et la rivalité avec Gentile d'abord, le passage à l'opposition au fascisme ensuite, l'ont conduit non pas à adopter sur le tard ce mode d'action, qui au contraire relevait chez lui d'une stratégie bien antérieure, qui lui était pour ainsi dire congénitale, mais à déplacer et concentrer ses moyens sur l'histoire.

À l'examen, la variété « éthico-politique » à laquelle s'est d'abord attaché le philosophe s'est révélée moins novatrice qu'il n'était promis. Elle a revêtu, dès *l'Histoire de l'Italie contemporaine*, des formes militantes assez attendues et ce que l'on sait de sa réception tend à montrer qu'elle échoua à placer, sans trop d'arbitraire, la mêlée des hommes sous le plus haut jugement de l'histoire. Car une première manière, pour la discipline, d'être contemporaine au sens crocien, fut d'emprunter à la conviction politique la ligne de force qui lui était nécessaire pour nouer le récit en intrigue. La politique, quand elle n'est pas mesquine, a pour qualité de s'attacher à un projet. Par là, elle s'inscrit fatalement dans un temps orienté. On voit le service rendu à l'historien : il y trouve résolu à moindres frais le problème, pour le dire avec les mots de Paul Ricoeur, « des rapports entre rétrospection historique et anticipation du futur liée à l'action ». La grande difficulté, pour Croce, auteur engagé dans un récit fondateur, vint de ce que le fascisme lui imposa la discontinuité. Lui confisquer le présent, ce fut lui interdire toute anticipation *réaliste* d'un futur libéral. L'historien-philosophe dut alors se résoudre à clore son *Histoire* sur l'artifice chronologique de 1915. Cette coupure avait l'avantage de placer en surplomb l'auteur et son lecteur, d'accorder de ce fait à l'Italie de Giolitti la valeur d'un accomplissement, et de laisser prudemment aux historiens à venir le soin d'opérer la suture avec un présent à la fois opaque et détesté. Bref, *l'Histoire de l'Italie* peinait à être contemporaine. Volpe l'a dit avec assez de vigueur, en moquant le laudateur d'une époque à jamais révolue. Quant à *l'Histoire de l'Europe*, qui fut de loin la plus efficace sur un plan militant, nul n'a montré de façon convaincante qu'elle ait innové en matière de méthode ni qu'elle ait réassuré l'autonomie du point de vue historique à l'égard des convictions libérales de l'auteur, qu'elle servit avec brio.

Si Croce a œuvré à la définition d'une « politique des non poli-

tiques», bien plus que par des options épistémologiques nouvelles c'est avant tout par son combat pour maintenir un pluralisme culturel, par sa persévérance à rester, avec d'autres, le témoin d'une antique doctrine humaniste de sérieux des études. Doctrine qu'il défendit depuis le début du siècle à la manière d'un impératif catégorique et qui informe ses écrits d'histoire de l'historiographie, qu'Arnaldo Momigliano tenait pour sa contribution la plus précieuse.

À un rappel constant, pointilleux, des règles d'intégrité fixées bien avant lui au sein de la République des lettrés et des savants, Croce avait adjoint son efficacité d'«entrepreneur culturel»; les principaux apports sont ici à chercher dans les grands moments de *La Critica*, quand y collaboraient encore Gentile et Volpe, et dans le travail d'édition pour Laterza. Cette activité lui permit de se ménager peu à peu une position très particulière, à la fois hors de l'université et forçant pourtant celle-ci au respect. Son rôle de censeur public, agissant au nom de la communauté des doctes, n'a pas été une simple pièce rapportée. On sait l'attention que prêta Gramsci à cette police de l'esprit.

Croce ne saurait à lui seul résumer un acquis collectif. La direction somme toute libérale, au nom des droits de la recherche, que Volpe assura à l'École historique de Rome, est une autre preuve de la vigueur de cet acquis. Mais sans Croce, le sérieux «philologique» n'aurait sans doute pas eu, en Italie, la même patine ni la même évidence. À plusieurs reprises, on a vu ce sérieux en imposer aux politiques des deux bords, en fonctionnant comme un rappel au règlement. C'est par lui que la culture a trouvé ses meilleures chances d'autonomie, devant le fascisme comme devant le stalinisme. Au fond, plus qu'un corps de doctrine, assez vite dévalué, Croce a laissé aux jeunes un modèle comportemental. La création de l'Institut de Naples, différée de trente années par les guerres et la dictature, parle en faveur de la même interprétation : l'orthodoxie crocienne y montra, sauf exceptions très significatives, peu de force d'entraînement, mais l'impératif de qualité pesa sur tous et fut le ciment des réseaux disparates tissés par Chabod et Croce autour de l'Institut.

Quel mode d'être intellectuel s'offrait donc à l'historien au sortir de la décennie cinquante? Par-delà la diversité et l'intensité des engagements, la «communauté de métier» nous semble avoir assez bien résisté. La polémique très construite dans laquelle se lança Romeo en 1956 atteste d'une conviction : il tenait nombre des intellectuels communistes qu'il rudoyait pour susceptibles d'entretenir encore avec la vérité un rapport d'intégrité conforme à l'éthique historienne. Que cela ait résisté, en dépit de l'acuité de l'antagonisme politique, n'est pas anodin : derrière les historiens engagés, l'«historien pur» est longtemps resté un médiateur possible. Ce spectre rôde encore, malgré tout, dans l'Italie d'aujourd'hui.

Autour de la même date de 1956, nous avons cru reconnaître un ultime avatar de l'idée régulatrice de République des lettrés et des savants. Le thème de l'intellectuel collectif, sous-variété greffée sur le tronc d'une « politique des non politiques », paraît alors une extension pluridisciplinaire de la communauté de métier, mais avec une visée explicitement politique. Elle est libérale, démocrate, sans exclusive, l'espace couvert allant du catholicisme de gauche au socialisme réformiste, selon la géométrie d'un antifascisme qui savait aussi être anticommuniste. L'accord porte sur les modalités d'un débat qui puisse libérer toutes les vertus heuristiques du pluralisme. Pour que circule ce thème – alors étiqueté comme « culture de la médiation » – il fallut tout à la fois la mise en question de l'élitisme crocien, la soustraction de thèmes gramsciens au carcan du parti léniniste, et un ensemble d'aspirations générationnelles, développées dans un contexte de sortie de guerre froide. L'idée s'est concrétisée avec le plus de force autour du groupe d'*Il Mulino*, celui-ci apportant à la « politique de la culture » une capacité rare de construire les moyens de l'autonomie : une maison d'édition puis un Institut s'ajoutant à la revue bolonaise. Avec d'importantes nuances, le groupe napolitain de *Nord e Sud* auquel ont appartenu De Caprariis, Romeo, Aquarone (sans rien dire du très jeune Tranfaglia), a procédé d'une formule assez voisine.

Somme toute, avant que les effets sinistrogyres – pour parler comme Albert Thibaudet – des années gauchistes et tiers-mondistes ne le remettent gravement en cause, un modèle intellectuel équilibré était en place. Modèle à l'élaboration duquel des historiens ont efficacement contribué et qui eut, nous semble-t-il, l'opportunité de polariser l'ensemble du champ culturel entre, grossièrement, le milieu des années cinquante et celui de la décennie suivante.

Cette fenêtre idéologique, entre deux saisons de gros temps, s'est révélée favorable à l'histoire savante du fascisme.

Relève générationnelle et maturation du centre gauche se retrouvent au principe d'une demande que la crise Tambroni n'a pas créée mais n'a fait qu'attiser. Demande inscrite fatalement dans les enjeux de l'histoire-mémoire avec les leçons antifascistes de Turin, Rome ou Milan, qu'impulsèrent actionnistes et marxistes, ou, d'une autre manière, à travers les aspirations du secteur minoritaire que représenta le recueil composé par Casucci. Une politique libérale d'accès aux archives accompagna cette demande. Elle incita les milieux de l'édition à faire appel à de jeunes chercheurs, en contact plus ou moins serré avec cette troisième voie intellectuelle qu'a constituée la culture de la médiation dans l'accalmie d'après 1956. Une courte saison s'est alors offerte, pendant laquelle le public fut appelé à comprendre plus qu'à célébrer ou se remémorer.

Rappelons qu'en 1961 les leçons de Chabod parurent chez Einau-

di. Et quoi qu'on en ait dit depuis, il n'est pas permis de les réduire à «un tableau convenu» et orthodoxe aussi bien du fascisme que de la Résistance¹⁸. Car si l'expérience du maquis (à seulement cinq ans des faits, au moment de la rédaction) est magnifiée par l'auteur qui voit s'y produire comme «fait définitif» la «participation active, décidée, des masses à la politique», le fascisme est traité d'autre façon. Aux trois interprétations alors en concurrence, et qui sont des emprunts directs à la politique, le texte impose nettement les canons historiens. En le mettant sous les yeux du public, en 1961, on fit donc autre chose que servir une vulgate. Songeons que cette année-là, De Felice s'engagea par contrat auprès d'Einaudi pour son *Mussolini*, et que Romeo était alors en charge, chez le même éditeur, d'une collection intitulée «histoire et documents du fascisme». Un seul volume vit le jour, avant que Romeo ne jette l'éponge en 1966, mais ce livre aura été *L'organisation de l'État totalitaire*, d'Alberto Aquarone.

En suivant à la trace l'œuvre de De Felice, on voit nettement, de 1967 à 1974, les conditions de réception se détériorer. Le problème est délicat, car deux mouvements se combinent pour aboutir à ce résultat. Les contempteurs du *Mussolini* ont placé l'accent sur l'évolution interne de l'interminable biographie. Même si l'on récuse la thèse d'une «réhabilitation» de plus en plus accentuée, une évolution est indéniable, et dans l'ordre des choses sur pareille période. Sur les dix ans considérés, la «critique rigoureuse du phénomène révolutionnaire», que réclamait Casucci et qui est effectivement une clé de l'ouvrage, n'a pas cessé de remanier ses bases, selon une dialectique que les vingt années ultérieures ont rendu plus apparente en donnant la priorité à l'autre interprétation casuccienne sur «le sens de la patrie que le fascisme a profané et [que] l'antifascisme n'a pas su reconquérir». Mais en matière de réception, c'est indéniablement la mutation du contexte politique qui a dicté sa loi.

Alors qu'en 1967 les premières lectures intolérantes relèvent plutôt des singularités individuelles, au début de 1975 un camp du refus est nettement constitué autour d'historiens sensibles aux sirènes de l'extrême gauche. Un éditorial incendiaire, publié en avril 1975 par *Italia contemporanea*, nous les montre engagés dans une démarche frontiste, au nom d'un antifascisme générique, contre une «école révisionniste», identifiée au début des années soixante-dix mais maintenant réduite à l'état d'auxiliaire idéologique d'un complot de droite. Pour donner à voir les effets régressifs de cette coalition, il suffit de considérer les quelques variations de jugement de Leo Valiani. À douze ans d'intervalle, il ne peut plus, ne veut plus re-

¹⁸ Ernesto Galli della Loggia, *Intervista sulla destra*, Rome-Bari, 1994, p. 99.

connaître les traits révolutionnaires du fascisme; l'effet de censure est patent.

Sur la confrontation soulevée par l'*Intervista* à l'été 1975, plus loin traitée par le menu, on ne retiendra ici que deux remarques :

– le déroulement de la polémique n'a pas seulement exprimé un contexte politique très particulier, qui vit la montée en puissance électorale du PCI. L'explication requiert un relevé de contextes locaux, contextes éditorial, médiatique, disciplinaire... bref, la prise en compte, à côté de la « grande politique », des petites politiques de réseaux, qui firent aussi la pugnacité des combattants;

– la querelle démontre à l'envi que toute tentative d'historicisation se heurte à des mots-valeurs, à des concepts passionnels que la lutte sociale revêt d'un caractère stratégique.

À un auteur qui prétendit laisser parler les faits, ses détracteurs les plus constants opposèrent des définitions péremptoires, qui fonctionnaient pour eux comme des interdits, au point qu'il n'exista plus de terrain commun sur lequel appuyer une quelconque vérification. Cela est vrai du thème de la petite bourgeoisie, qui ne saurait, dans le schéma marxiste, connaître d'ascension propre à la constituer en une force affirmative; c'est vrai du consensus dont les nuances importent peu, dès qu'il introduit le doute sur la nature révolutionnaire des masses; c'est vrai de l'idéologie de l'adversaire, qui n'est qu'un masque et rien d'autre, ce qui définit mécaniquement le cercle des bons témoins et circonscrit par là même les seules sources dignes d'intérêt. C'est vrai, surtout, du concept de révolution « authentique », énoncé, dès sa première intervention, par Nicola Tranfaglia sous une forme mêlant sans réticence la prescription à la description : « [De Felice] ne veut pas s'apercevoir qu'une révolution ne peut être le projet plus ou moins mystificateur de créer "l'homme nouveau" mais doit être, quel que puisse être ensuite le jugement particulier qu'on en donne, le renversement radical des rapports sociaux existants ».

Ce tour d'esprit est aujourd'hui assez bien identifié : il est essentiel à la conviction politique de rencontrer une force affirmative, en approchant des grands récits fondateurs, à commencer par ceux de la nation et de la classe. Selon des philosophies de l'histoire assez explicites, Croce et Volpe œuvrèrent dans pareille direction. Et, au cœur des années soixante-dix, nombre de marxisants aspiraient encore à une fiction intégratrice de ce type, la gauche ayant opéré dans les faits, selon l'aveu même de Manacorda, la mise entre parenthèses crocienne, en n'écrivant pas l'histoire du fascisme.

Avec l'ébranlement des grandes formes idéologiques, une direction contraire s'est affirmée au fil des années soixante. Le retour critique sur les certitudes éteintes libéra, cette fois, un travail du néga-

tif, très perceptible chez De Felice. La recherche historique tendit chez lui, afin de mieux restituer l'événement, à déconstruire les cadres de pensée à travers lesquels il avait été jusque-là perçu. Du coup, c'est en restituant obstinément au passé sa dimension d'incertitude que le biographe de Mussolini s'est appliqué à rompre avec les formes les plus frustes d'histoire politisée. Si la rétrospection demeure évidemment orientée dans le récit défélicéen, chaque étape majeure y est un carrefour, regarde en des directions diverses. L'auteur, résolu à ne pas faire de son acteur historique le récitant d'un rôle déjà écrit, a repris la politique au sérieux, en évaluant à chaque fois la latitude d'action de Mussolini et le cadre de ses improvisations, sans figer son personnage en une essence. Nombre de ses critiques, – Cantimori le tout premier – se sont immédiatement montrés réticents devant cet agnosticisme temporel et la perte de lisibilité qu'il implique par instants, lorsqu'il aboutit à faire de Mussolini la résultante complexe d'un champ de forces.

Là fut le véritable objet de scandale, la plupart du temps inaperçu. Car, si l'on cherche dans le travail de De Felice ce qui subsiste des deux interprétations «classiques» que l'antifascisme des années soixante-dix avait largement fusionnées, on constate que l'image du fascisme comme réaction de classe, impliquant au premier chef la bourgeoisie, son idéologie, sa culture, engageant une complicité «objective» de celle-ci avec le mouvement, n'est pas totalement liquidée. Et moins encore la lecture du fascisme comme «révélation», lecture qui présente, elle, le mussolinisme comme l'expression des manques structurels de l'édifice national italien. Mais le renversement – tout à fait essentiel – est que le pragmatisme de l'historien obligeait désormais à passer par le détail des conjonctures. Finalement, c'est le dénominateur commun aux deux lectures en question qui est liquidé, ce qui les a rendues politiquement contiguës, c'est-à-dire le refus de la contingence, de l'idée que le fascisme ait pu surgir seulement d'une conjoncture de crise, et non pas *organiquement* des structures profondes de l'Italie ou de l'âge de l'impérialisme.

Sur un point au moins, De Felice n'a pas varié : en 1965 comme en 1995, il ne cessa d'espérer qu'un bon usage public de l'histoire apporterait le sérieux à l'action politique. En peu de mots, il s'est agi pour lui, manifestement, de rendre la classe dirigeante consciente de ses tâches réelles, en la plaçant devant ses carences antérieures. Son combat contre la «vulgate antifasciste» a été trop patement reçu pour une offensive envers la seule conscience «de gauche». Tasca voyait l'histoire du fascisme fonctionner comme «autocritique du socialisme», l'aspiration de l'historien *dérangeant* fut, visiblement, d'étendre le mot d'ordre à l'ensemble de l'éventail politique. C'est par leur surdité que certains communistes ou affiliés se sont désignés eux-mêmes, lors de la querelle de 1975, comme ses seules bêtes

noires, en condamnant ainsi à la routine politique une provocation intellectuelle dont ils auraient pu aussi bien se saisir.

La ligne de conduite adoptée par Giorgio Amendola met en évidence l'occasion manquée. Après son intervention pacificatrice dans la polémique de juin, le dignitaire communiste fut en effet la première voix autorisée à risquer sur l'antifascisme historique – celui des années de la dictature et de la guerre – quelques jugements désacralisateurs. Mais ces jugements n'ont vraiment trouvé d'écho public qu'après presque vingt ans, quand fut agité le thème de la nation, dans une interrogation mêlant, cette fois, crise républicaine et crise de l'identité nationale.

Avant d'en venir à ce dernier volet, avouons qu'il est aujourd'hui malaisé de dire quelle image du fascisme s'est imposée à «l'auto-conscience historique du pays» comme écrivait De Felice. Elle a clairement gagné en complexité, tout en demeurant l'otage de luttes de légitimité qui en brouillent les contours. *L'opus magnum* de l'historien fait référence, nul n'est censé l'ignorer; il jouit d'une étonnante diffusion pour un ouvrage si propre à éloigner le lecteur commun. Au printemps 2001, il est même apparu en quatre cédéroms, en supplément de l'hebdomadaire *Panorama*... Mais comment en cerner les usages? Les lectures? Les médias ont maintenant institué en genre historique les simplifications polémiques, provocations et révisions multiples, avec le profit que l'on devine pour la conscience publique, si ce n'est que l'on admet désormais une très vaste palette de témoignages et/ou examens de conscience, sans exclusive *a priori*. Pour autant, les luttes politiques ont montré que, en dépit de tous les reclassements et de l'extinction des rouges et des noirs, le couple antifascisme/anticommunisme restait d'un bon rendement identitaire et résistait, comme structure pérenne de l'imaginaire politique italien. Sur un autre plan, ajoutons que le clivage persiste toujours au sein de ce qui devrait être une communauté d'historiens : on a entendu naguère Francesco Perfetti, plutôt connu pour être batailleur, appeler ses collègues par voie de presse à ...un armistice¹⁹. Dans ces conditions, on conçoit que l'écriture d'une «histoire commune», apte à rassembler une nation dans une perspective partagée, soit encore hors d'atteinte.

Dès qu'il approche le problème identitaire italien, l'observateur bute sur une polarité singulière, très prononcée, entre, d'une part, des aspirations à la grandeur qui sont allées jusqu'à la démesure et, d'autre part, une déficience du lien national que les auteurs les plus

¹⁹ Francesco Perfetti, *Colleghi storici, facciamo la pace*, dans *Domenica*, supplément culturel d'*Il Sole-24 ore*, 21 janvier 2001, p. 27.

divers tiennent pour effective et qu'ils attestent par l'évocation des faillites plus ou moins retentissantes de l'histoire commune.

Ce déchirement entre vouloir beaucoup et pouvoir peu nous reconduit vers les deux échelles de grandeur – celle de la puissance matérielle, sans phrases, et celle du rayonnement culturel – au plus haut desquelles Christophe Charle a placé le trio de ses « sociétés impériales²⁰ ». Des sociétés dont la caractéristique commune, nous a-t-il dit, fut de développer « un complexe de supériorité superlatif » sur le reste du monde. Complexe fortifié, pour l'Angleterre, la France et l'Allemagne, par l'aptitude à la conquête territoriale, à l'hégémonie politico-militaire, et la capacité à incarner un type d'humanité prétendument accompli et, comme tel, inculcable aux autres.

Le problème majeur de l'Italie fut d'inscrire ses propres aspirations à la puissance dans un espace européen où le voisinage d'organismes nationaux très fortement composés l'a instituée, dès l'origine, en périphérie – comme disent nos géographes –, c'est-à-dire dans la situation de dernière des grandes puissances, condamnée dans une certaine mesure à la surenchère, par la qualité d'un passé contrastant cruellement avec sa constitution tardive en État-nation. Tout le Risorgimento témoigne de la recherche de grandeur selon les deux axes mentionnés à l'instant, son antiquité faisant de l'Italie, selon les vers fameux de Silvio Pellico, « la mère de tous les arts », et de sa poussière « une poussière de héros ».

De Custoza aux suites du 8 septembre 1943, l'échec de l'Italie dans le premier domaine, celui de la valeur militaire et de l'emprise territoriale, a été suffisamment confirmé pour qu'on puisse en croire le deuil définitif. Sur la fin des années soixante-dix, tout en s'insurgeant contre une historiographie anglo-saxonne trop souvent encline à véhiculer les clichés selon lesquels « les Italiens ne se battent pas », Rosario Romeo constatait qu'après les ravages de la politique mussolinienne et la faillite de la monarchie, ses compatriotes « semb[laient] avoir maintenant accepté cette tâche [le défaut de valeur militaire] contre laquelle tant de leurs ancêtres se révoltèrent » et s'être convertis à « des programmes de vie et d'activité plus conformes aux traditions propres à un peuple civil et laborieux²¹ ». Costanzo Casucci et les jeunes de la revue *Terza generazione*, marqués par leur expérience de la guerre, nous ont rappelé ce que la mort de cette patrie pour laquelle on peut et doit mourir avait d'insupportable.

À la vérité, la résignation s'est révélée plus difficile que ne l'es-

²⁰ Christophe Charle, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940*, Paris, 2001.

²¹ Rosario Romeo, *Scritti storici, 1951-1987...* cit., p. 356.

comptait Romeo. Tout d'abord pour une raison qu'il ne connaissait que trop : parmi les intellectuels, l'hiatus entre l'idéal rêvé pour leur pays (réoccuper l'une des premières places) et les résultats atteints, a consolidé une tradition critique très nourrie, souvent sans pitié pour le peuple qui est le leur. Au point qu'on a pu affirmer que l'autodénigrement fait maintenant partie intégrante de la définition nationale. Or, après le décès de Romeo – il nous a quittés en 1987 – cette prédisposition a trouvé à s'employer sur de nouveaux objets. Le grand inventaire provoqué par l'effondrement du communisme européen a relancé parmi les historiens le thème de la nation et plus encore celui de la guerre comme pierre de touche du sentiment collectif italien. Cela sur fond de crise générale des valeurs dites « de gauche ».

Depuis qu'a été agité le thème de la « mort de la patrie » – auquel se sont attardés, dans leur examen des suites du 8 septembre 1943, le dernier De Felice et, avant tous, Ernesto Galli della Loggia – l'ensemble de valeurs issu de l'apologie de la Résistance, avec son tableau d'un peuple antifasciste uni derrière ses maquisards pour le triomphe d'un « second Risorgimento », s'est vu en grande partie ruiné dans ses prétentions refondatrices. Le triptyque antifascisme, résistance, constitution républicaine reste menacé d'une dissociation définitive, en dépit de la tentative de médiation de Pietro Scoppola, des analyses de Gian Enrico Rusconi ou de la stature civique du Président Ciampi.

Sur un sujet que cet ouvrage ne fait qu'effleurer, ajoutons simplement quelques remarques. Les deux premières sont empruntées à Elena Aga Rossi. Les faits qui ont suivi le 8 septembre sont encore trop mal connus, la perspective antifasciste ayant notamment relégué dans l'ombre le patriotisme « badoglien » dans lequel elle ne se reconnaissait pas. Généraliser hâtivement, autour d'une question morale placée au cœur du problème identitaire, c'est une fois encore réduire abusivement l'analyse des contingences. Cette objection contre un retour inattendu de la thèse de la révélation vaut d'être retenu :

le risque que comporte une interprétation du 8 septembre comme « autobiographie d'une nation », c'est-à-dire comme manifestation d'une crise morale de longue durée, est que, déportant toujours plus loin dans le temps les origines de la crise, elle ne se transforme en un alibi pour la totale irresponsabilité de la classe dirigeante d'alors, et fasse donc perdre le sens de l'absolue spécificité des événements liés à la capitulation italienne²².

²² Elena Aga Rossi, *Una nazione allo sbando. L'armistizio italiano del settembre 1945*, Bologne, 1998, p. 199.

La remarque suivante a trait à la tendance qui s'est affirmée dans la dernière décennie. On n'en a visiblement pas fini avec les deux préceptes ennemis, et par conséquent étroitement symétriques, qui réclamaient, l'un, la disqualification de tout anticommunisme, l'autre celle de tout antifascisme. Il serait tout de même paradoxal que la défaite du premier précepte («tout anticommuniste est un chien») conduise maintenant à adopter sans réticence une version à peine plus douce du second, sous prétexte que l'antifascisme a servi le Parti communiste dans sa recherche de l'hégémonie. Respecter l'intégrité du phénomène conduirait plutôt, à la suite de Gian Enrico Rusconi, à reconnaître, «en l'absence d'une commune culture démocratique» des Italiens, la «fonction d'intégration» qu'a pu jouer «l'expérience de la résistance et de l'antifascisme²³».

La dernière remarque est de méthode : pour hasarder un jugement sur une nation en son entier, quel est le maître-étalon? Il est à craindre qu'il ne soit très difficile à un Italien, dès qu'il sort du domaine proprement culturel et s'approche de la dimension civique de la nation, d'éviter de se voir à travers le regard des vainqueurs. Car il est pris, depuis peut-être Machiavel et Guichardin, dans un réseau serré d'évaluations qui se sont imposées au contact des nations les plus puissantes. Le risque est donc grand d'enfermer la péninsule dans un chemin singulier, en cédant à un comparatisme préalablement hiérarchisé.

En somme, sans se refuser à la leçon des faits, mieux vaut garder à l'esprit que la déploration d'une faiblesse intime de l'être national obéit aussi à une rhétorique qui laisse parfois percer de manière évidente la nostalgie de certains intellectuels à l'égard de la tradition élitiste et moralisante qui les avait jadis investis du rôle de guides de la nation.

Ce qui nous ramène au deuxième domaine de la puissance, évoqué tout à l'heure, celui des œuvres de l'esprit. Le surinvestissement identitaire dont il a bénéficié en Italie, avant comme après l'Unité, a conduit à l'idée de primat (ou de primauté) et à la tentation qu'elle résume d'un impérialisme de l'universel. On rencontre chez l'abbé Gioberti, non dans son *Primato* qui est de 1843 mais dans son *Jésuite moderne* de 1847, le terme de «surnation», *soprannazione*, utilisé pour désigner une nation vouée au cosmopolitisme en tant que siège de la religion et de la civilisation chrétienne, l'Italie étant à la fois nation universelle et principe formateur²⁴. Norberto Bobbio nous a incité à retrouver cette formule, déplacée, retravaillée, chez de nom-

²³ Gian Enrico Rusconi, *Resistenza e postfascismo*, Bologne, 1995, p. 201.

²⁴ Cf. Giorgio Rumi, *Gioberti*, Bologne, 1999, p. 13.

breux auteurs bien postérieurs à Mazzini ou De Sanctis. Elle est à l'œuvre aussi bien chez Gramsci que, tardivement, chez le philosophe démocrate-chrétien Augusto Del Noce, dont elle soutint la querelle contre la modernité. Federico Chabod, après Croce, a été une incitation à replacer la formule nationale italienne au sein de la tension idéologique qui s'est établie depuis le XIX^e entre la France et l'Allemagne, le défi imposé à l'Italie par son inconfortable position étant de s'affirmer sans «singer» la première – ce que redoutait Gioberti – ni pour autant, à la manière de la seconde, renoncer la vocation universaliste «usurpée» par la France.

Cette nécessité, proprement nationale, de conserver en dépassant, permet de mieux appréhender les nombreux essais de choix médians, intégrateurs puisque fondés sur des doubles rejets, qu'offre l'histoire de la péninsule. Du transformisme au compromis historique, les auteurs ne manquent pas qui ont vu l'Italie prédestinée aux tentatives de troisième voie, tentatives parmi lesquelles le fascisme s'est arrogé le premier rang. C'est l'une d'entre elles qui s'offre encore à l'analyse dans un discours irréal de Camillo Pellizzi, prononcé dans le Berlin de 1942. Le rang européen de l'Italie étant en jeu, on y voit la tentation d'un dépassement, par compromis orienté vers l'universalisation, suffisamment impérieuse pour travailler de l'intérieur le racisme et l'antisémitisme eux-mêmes, en y réinjectant jusqu'à l'égalité des hommes... Le propre d'une matrice idéologique est bien de résister au-delà de toute expérience.

Ce type d'approche, qui voudrait emprunter au mode de pensée relationnel qu'affectionnaient Elias et Dumont, a ceci de précieux qu'il interdit de figer les catégories, qu'il contraint – comme disait Chabod – d'être attentif aux questions d'accent. Même lorsqu'il s'agit de la collectivité, l'accent porte décidément, dans les mentalités péennsulaires, sur le spirituel et l'individuel. Au fond, c'est vraisemblablement autour de ces foyers de valeurs, que Croce aurait tant voulu harmoniser, que l'on a le mieux réussi à «faire les Italiens». Selon un sondage d'avril 2001, le patrimoine culturel entrerait aujourd'hui à 97,8% dans les raisons qu'ont les Italiens de se sentir fiers de leur appartenance (ce qu'ils étaient alors à plus de 90%). De ce côté de l'édifice identitaire, on retrouve une Italie si sûre de son exceptionnelle capacité d'exprimer des valeurs universelles et absolues qu'un ministre de la culture (c'était Giovanna Melandri, du temps d'une ancienne majorité) a pu réclamer pour son pays, devant les menaces de la «globalisation», le titre de «superpuissance culturelle». Étrange écho du *Jésuite moderne*...

Delio Cantimori, qui n'a cessé à sa manière d'incarner les tourments de sa nation, a dit ce que ces traces ont de précieux : «L'histoire de la culture des nations n'est pas faite seulement de documents d'État, de techniques de gouvernement ou de techniques ad-

ministratives, des mémoires des vainqueurs et des gouvernants, elle est aussi faite du souvenir [...] des aspirations, des passions, des programmes, des espérances, des tentatives inabouties mais qui, pour autant, n'en répondent pas moins à des besoins et des problèmes réels, peut-être encore insuffisamment mûrs pour trouver une solution, mais déjà perçus, sentis, grossièrement exprimés; ils n'en sont pas moins aigus d'avoir été condamnés à un long silence par le conformisme historiographique²⁵».

Reste à savoir si la levée inconsiderée des censures peut apporter l'apaisement. Pour dénouer les rapports conflictuels de l'histoire et de la politique, nous n'en appellerons certes pas au silence conformiste, mais comment ne pas voir qu'aujourd'hui l'usage public de l'histoire, avec ses «révisions» en cascade qu'affectionnent les médias, ne laisse guère au lecteur moyen, s'il existe, qu'un pauvre patrimoine : depuis l'Unité, lui affirme-t-on, les événements n'ont pas cessé de refuser aux Italiens ce noyau de valeurs partagées, de références communes, de symboles identificateurs, sinon de mythes fondateurs, qui constituent le ciment d'une nation. L'histoire, telle qu'elle se pratique aujourd'hui, est ruineuse pour les mythes, que ce soit ceux des vainqueurs ou ceux des vaincus, mais les sociétés, dès qu'elles agitent leur passé, ont peu à faire de l'injonction qu'adressait Ranke aux historiens : «éteindre son propre moi, en quelque sorte [...] laisser parler les choses²⁶».

On pressent qu'au terme de cette lecture, on en saura peut-être un peu plus sur l'Italie, mais que l'inquiétude, évoquée d'abord au nom de Lucien Febvre, en sortira confirmée. François Jacob, partant de sa discipline, aime à distinguer entre la Science de nuit – celle qu'abrite le laboratoire, avec ses rêves, ses pressentiments, ses appétits, ses hypothèses risquées – et la Science de jour qui s'expose publiquement, épurée des fantasmes originels par la confrontation avec les faits, triomphante²⁷. Les épistémologues nous l'avaient prédit²⁸ : nous avons trouvé le plus souvent nos historiens condamnés aux heures entre chien et loup.

²⁵ Delio Cantimori, *Studi di Storia*, Turin, 1965, p. 635.

²⁶ Léopold Ranke, cité d'après Paul Ricœur, *Temps et récit*, 3. *Le temps raconté*, Paris, 1991, note p. 272.

²⁷ Cf. François Jacob, *La statue intérieure*, Paris, 1997, p. 300-301.

²⁸ Cf. Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique. L'espace non – poppérien du raisonnement naturel*, Paris, 1991, et les réactions à cet ouvrage de deux historiens, Jacques Revel et Paul Veyne, dans *Le Débat*, n° 79, mars-avril 1994.